



LE PRÉSIDENT

Monsieur [REDACTED]  
[REDACTED]

Paris, le 3 décembre 2018

Monsieur,

Je viens de lire le courrier que vous m'avez adressé à ma permanence de Rambouillet. Il prend la forme d'une pétition demandant la destitution du Président de la République.

J'entends votre colère en tant que « gilets jaunes » ; je connais les difficultés que vous rencontrez dans votre quotidien ; je mesure votre irritation face à ce Gouvernement qui décide de « garder un cap » et semble sourd à la demande du moratoire sur le prix de l'énergie.

Je lui ai proposé, avec mes collègues sénateurs, plusieurs solutions pour sortir de la crise dont celle de reprendre des dispositions que le Sénat a votées la semaine dernière pour annuler la hausse du prix des carburants le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Il y a urgence pour le Président de la République et le Premier Ministre d'agir pour le pouvoir d'achat des Français qui n'a pas évolué hélas, depuis 10 ans. Avec les dispositions proposées jusqu'alors par le Gouvernement, le pouvoir d'achat augmentera en moyenne de 1,50 € par an et par Français. Ce n'est plus tolérable !

Néanmoins, demander la destitution du Président de la République n'est pas raisonnable. Vous rendrez publique ma réponse et je l'assume car en tant que Président du Sénat, l'une des Chambres du Parlement, je suis responsable de la stabilité de nos Institutions. Or, celles-ci ont parfaitement résisté à un certain nombre de crises dans le passé et les événements que nous vivons actuellement sont de loin comparables à la guerre d'Algérie, Mai 68, la crise fin 2007, les attentats...

Vous listez dix manquements qui selon vous justifieraient cette destitution. Je les ai étudiés attentivement et il ne m'appartient pas de porter un jugement sur chacun d'eux.